



Paris, le 4 novembre 2008

## CONTRIBUTION DE LA XL<sup>e</sup> COSAC

\*\*\*

### 1. Crise économique et financière

1.1. La COSAC apporte son soutien aux conclusions du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008, y compris en ce qui concerne les mesures à prendre en faveur de la croissance et de l'emploi. Elle souscrit à l'objectif d'une réforme du système financier international fondée sur les principes de transparence, de solidité bancaire, de responsabilité, d'intégrité et de gouvernance mondiale. La COSAC encourage les institutions européennes et les Etats membres à améliorer la supervision du secteur bancaire et à renforcer la coordination de la politique économique et monétaire.

1.2. La COSAC se réjouit que la Commission soit invitée à formuler des propositions pour préserver la compétitivité internationale de l'industrie européenne et souligne que le ralentissement économique ne doit pas conduire à revenir sur les objectifs de l'Union en matière de développement durable et de lutte contre le réchauffement climatique.

1.3. La COSAC salue le Sommet qui doit se tenir le 15 novembre prochain à Washington et espère que l'Union européenne contribuera à son succès grâce à une position commune, en soumettant des propositions sur la manière de réformer le système financier et de mettre en œuvre ces réformes.

### 2. Changement climatique

2.1 La COSAC salue les objectifs ambitieux fixés par le Conseil européen pour combattre le changement climatique et promouvoir une énergie durable et appelle le Conseil et le Parlement européen à maintenir l'objectif d'un accord général avant la fin 2008.

### 3. Sécurité énergétique

3.1. La COSAC considère que le renforcement de la sécurité énergétique passe avant tout par le développement des économies d'énergie, la diversification des sources d'énergie, incluant le développement des énergies renouvelables, et des voies de transport, la

mise en place de dispositifs européens d'urgence en cas de crise d'approvisionnement, la réalisation d'une véritable coordination entre les gestionnaires de réseaux, la définition d'une politique d'investissements dans les infrastructures énergétiques portant notamment sur les interconnexions électriques et gazières et les terminaux de gaz naturel liquéfié. Ces réponses internes à l'Union doivent permettre de développer sur de meilleures bases les relations avec les pays fournisseurs. La sécurité énergétique européenne passe également par l'affirmation de la solidarité énergétique au sein de l'Union européenne et entre les États membres, allant de pair avec les efforts déployés par chacun d'eux.

#### **4. Rapprocher l'Europe des citoyens. Traité de Lisbonne**

4.1. La COSAC considère que, pour être comprise des citoyens, l'Union doit se concentrer sur les grandes questions d'intérêt commun pour lesquelles elle constitue l'échelon le plus approprié et communiquer sur ces thèmes avec le public.

4.2. Elle observe que le traité de Lisbonne renforce les moyens d'action de l'Union dans les domaines de l'action extérieure, de l'espace de liberté, de sécurité, et de justice, de la gouvernance économique et sociale, et met parallèlement en place une procédure destinée à favoriser le respect du principe de subsidiarité. Ainsi, l'application de ce traité pourrait contribuer à rapprocher l'Europe des citoyens.

4.3. La COSAC souhaite qu'une réponse soit apportée aux préoccupations exprimées par le peuple irlandais lors de son vote sur le traité de Lisbonne, et que, dès décembre 2008, soient définis les éléments d'une solution acceptable par tous.

4.4. La COSAC exprime sa préoccupation concernant la proposition de règlement relatif à l'accès du public aux documents (COM (2008) 229), qui ne devrait pas aboutir à un accès aux documents plus limité qu'aujourd'hui. Elle invite le Parlement européen et le Conseil à garantir pleinement l'accès du public aux documents européens, conformément au principe de transparence.



Paris, 4 November 2008

## CONTRIBUTION OF THE XL COSAC

\*\*\*

### **1. Economic and financial crisis**

1.1. COSAC supports the conclusions of the European Council of 15 and 16 October 2008, including the measures to be taken to boost growth and employment. It subscribes to the objective of working on a reform of the international financial system, based on the principles of transparency, sound banking, responsibility, integrity and world governance. COSAC encourages the European institutions and the Member States to improve the supervision of the banking sector and to reinforce the coordination of economic and monetary policy.

1.2. COSAC welcomes the fact that the Commission was invited to make proposals to preserve the international competitiveness of the European industry and stresses the fact that the economic slowdown must not lead to climb down from the objectives of the European Union in terms of sustainable development and climate strategy.

1.3. COSAC welcomes the Summit to be held in Washington DC on 15<sup>th</sup> November and hopes that the EU will contribute to its success with a unified position, submitting proposals on how to reform the financial system and on the implementation of those reforms.

### **2. Climate change**

2.1. COSAC welcomes the ambitious objectives set by the European Council to fight climate change and promote sustainable energy and calls on the Council and European Parliament to maintain the objective of reaching an overall agreement before the end of 2008.

### **3. Energy security**

3.1. COSAC considers that the development of energy savings, the diversification of energy sources, including the development of renewable energy, and of routes of transportation, the introduction of European emergency plans in the event of a supply crisis, the setup of a real cooperation between national transmission system operators and the definition of an investment policy in energy infrastructures (and especially in electric and

gas interconnections as well as liquefied natural gas terminals) are keys to improving energy security. These Union internal responses should enable to build relationships on better foundations with supply countries. Energy security also depends on strengthened solidarity inside the European Union and between Member States on energy issues, as well as on the efforts made by each Member State in this area.

#### **4. Bringing Europe closer to its citizens. Treaty of Lisbon.**

4.1. COSAC considers that the European Union, in order to be better understood by European citizens, should concentrate on the top issues of common interest, for which it is the most appropriate level and communicate them to the public.

4.2. COSAC notes that the Treaty of Lisbon strengthens the Union's means of action in the fields of external action, area of freedom, security and justice, as well as economic and social governance. It also observes that the Treaty introduces a procedure in order to encourage the respect of the subsidiarity principle. Therefore, the implementation of the Treaty could help bring Europe closer to its citizens.

4.3. COSAC hopes that the concerns expressed by the Irish people in the referendum on the Treaty of Lisbon will be addressed and that the elements of a solution acceptable to all will be defined as soon as December 2008.

4.4. COSAC expresses its concerns about the proposal for a regulation regarding public access to documents (COM (2008) 229), which should not limit the access to documents in comparison with the current situation. COSAC thus invites the European Parliament and the Council to guarantee a full public access to European documents, according to the transparency principle.